Zeitschrift: Neue Schweizer Rundschau
Herausgeber: Neue Helvetische Gesellschaft
Band: 5 (1937-1938)
Heft: 8

Artikel: Vues sur la France actuelle
Autor: D'Ormesson, Wladimir
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-759008

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

VUES SUR LA FRANCE ACTUELLE

par Wladimir d'Ormesson.

Que se passe-t-il en France? Que fait, que veut, que pense, que prépare ce pays qui, après avoir été considéré par beaucoup comme l'îlot du conservatisme le plus immobile et le plus étroit, et plaisanté par ceux qui se targuaient alors d'être à la tête du dynamisme „social", apparaît aujourd'hui, au contraire, comme le foyer d'une agitation inquiétante et se trouve même accusé d'être un élément perturbateur en Europe? Est-il donc vrai qu'il y a quelque chose de changé en France, et quoi? Est-il possible que ces événements altèrent profondément la structure et la psychologie de la nation française et que cette évolution réagisse sur d'autres pays?

Telles sont les questions que l'on se pose souvent à l'étranger, parfois avec angoisse.

Il est d'ailleurs difficile d'y répondre de loin. D'abord parce qu'il se dégage de la France elle-même un tel vacarme de polémiques, de récriminations, d'accusations réciproques, que l'on ne sait plus que croire, et qui croire, et que toute cette agitation verbale donne l'impression d'un pays en proie à de violentes convulsions internes — ce qui n'est pas, car la France, somme toute, est parfaitement calme. Ensuite, parce que la France étale elle-même ses apparentes contradictions et que l'on a de la peine à s'y retrouver dans la position actuelle des partis. Hier, ses éléments avancés étaient antimilitaristes, antipatriotes et semblaient vouloir saboter la défense nationale à laquelle ils refusaient tout crédit. Aujourd'hui, les voilà à l'avant-garde du nationalisme, presque militaristes. Et ce sont même eux qui reprochent à leurs adversaires de la veille de nourrir un pacifisme voisin de la trahison! Tout semble ainsi à l'envers en France! Tout paraît y dégager une impression d'incohérence. On y conserve une armée intacte et magnifique, et pourtant on pa-

raît incapable de diriger sainement les finances! On fait du socialisme, et le plus avancé, et pourtant l'on reste fidèle au cadre bourgeois le plus routinier! On supporte bien des désordres, et pourtant l'on n'a que le mot „ordre" à la bouche! Tout le monde se dispute, et pourtant il n'est question que d'union!... Avouons qu'il y a de quoi y perdre son latin!... Surtout il y a de quoi offrir aux propagandistes étrangers qui n'aiment pas la France, d'amples sujets de sarcasmes et de perfides insinuations...

Nous voudrions alors essayer de voir clair dans ce fatras et de faire le point, aussi exact que possible, de la véritable situation politique, sociale, matérielle et psychologique de la France, à l'heure où nous sommes. Pour cela il faut, croyons-nous, en revenir d'abord aux données essentielles du problème français.

Or, le premier point qu'il faut fixer est le suivant:

Contrairement à ce que l'on pourrait croire de loin, en considérant le „tohu-bohu" français, les positions politiques françaises sont vieilles comme la nation elle-même. En réalité, elles n'ont jamais bougé, et pas plus aujourd'hui qu'hier. On peut les définir ainsi:

Il existe en France un bloc important de gens dont on peut dire que leurs réactions naturelles sont et seront toujours des réactions de „gauche". En face de ce bloc, il existe un autre bloc de gens dont on peut dire également que toutes leurs réactions sont et seront toujours des réactions de droite. Ces deux blocs, au point de vue numérique, sont à peu près équivalents. S'imaginer que l'on peut entamer réellement l'un ou l'autre de ces blocs n'est qu'une illusion puérile. Ils sont composés de familles spirituelles qui, de génération en génération, se transmettent des traditions tenaces. C'est un fait que changer une voix dans un village, la faire glisser de la „gauche" à la „droite" ou inversément, représente un travail qui demande des années de patience et qui est le plus souvent illusoire, car même s'il arrive, sous l'empire de certaines circonstances, que l'on détache cette voix de son groupe traditionnel, au bout de peu de temps, elle y retourne....

Si l'on examine la géographie politique de la France, l'on aperçoit ainsi, et cela à peu près dans toutes les régions, que

tel village a toujours donné une majorité à des candidats de „gauche", tandis que tel autre, qui n'est parfois distant que de quelques centaines de mètres, a toujours voté „à droite". Comment s'expliquent de tels phénomènes?

Il faudrait remonter bien loin dans l'histoire (sans doute jusqu'à l'époque des guerres de religion) pour retrouver les racines psychologiques et spirituelles de ces positions politiques. Il n'est pas de pays, je crois, où elles soient plus profondes. Un de nos grands écrivains du XIXème siècle, le Vicomte E.M. de Vogüé, a pu donner à l'un de ses ouvrages — qui traitait précisément des moeurs politiques et parlementaires — le titre suggestif et toujours vrai de „Les morts qui parlent". On pourrait dire (sans donner à cette phrase le sens frauduleux qu'on imagine malicieusement au premier abord!) qu'en France, ce sont les morts, plus encore que les vivants, qui votent! D'ailleurs un savant français, M. Longnon, a pu établir d'une manière aussi scientifique que possible, que les positions des partis, sous les étiquettes qui changent de génération en génération, restent numériquement identiques à ce qu'elles ont toujours été. Il y a toujours eu chez nous autant de gens de „droite" et autant de „gens de gauche", toujours autant de „révolutionnaires"...

Cependant entre ces deux blocs — le bloc de „gauche" et le bloc de „droite" — il existe une autre masse, masse flottante alors, beaucoup moins importante en valeur numérique, mais considérable en valeur politique. Cette masse est essentiellement ce que l'on pourrait appeler le „tiers état". Elle est surtout composée de petits commerçants, de petits industriels, de petits bourgeois, de petits retraités, de petits fonctionnaires, de petits fermiers. Ceux là ne votent pas en raison de leurs traditions politiques ou spirituelles (les deux mots d'ailleurs, quand on va au fond du problème, se confondent). Ils votent surtout selon le prix de la vie, la marche de leurs affaires, les difficultés qu'ils ont éprouvées pendant l'année et les responsabilités qu'ils attribuent de ce fait au gouvernement en place. Si ce gouvernement est un gouvernement de „droite", ils votent à „gauche" pour le punir et vice versa. Or c'est cette masse flottante, relativement peu nombreuse, qui fait l'appoint de toute élection française. C'est elle, en définitive, qui donne à la politique française son accent de „gauche" ou son accent de „droite"

selon qu'elle se porte de ce côté-ci ou de ce côté-là. Tel est le fait essentiel de l'aménagement politique français qu'il ne faut jamais perdre de vue.

De cet exposé schématique on peut alors conclure deux choses: la première, c'est que les positions politiques françaises — quelles qu'elles soient — sont extrêmement solides, presque immuables, et qu'il n'y a jamais eu, et qu'il n'y aura jamais, à proprement parler, de „raz de marée" dans les élections françaises (comme on en rencontre si souvent, par exemple, dans les élections britanniques). La seconde, c'est que la politique française évolue sur une plate-forme très étroite, ce qui la rend extrêmement sensible et nuancée. C'est à travers ces nuances qu'il faut la comprendre si on veut bien la juger.

En France, les événements les plus émouvants ne se traduisent, sur le plan électoral, que par un déplacement de quelques voix. Un exemple typique à ce sujet est celui de M. Bergery, député de Seine et Oise, et l'une des personnalités politiques les plus curieuses de ce temps, parce que — bien que située à gauche — elle se trouve en marge des différents partis et que son „intellectualisme" la rend aussi insaisissable aux gens de „gauche" qu'aux gens de „droite". Or M. Bergery s'était présenté, sous une étiquette très accentuée à „gauche" aux élections de 1932, et il avait été élu à 1.300 voix de majorité contre un candidat de droite, sur un nombre total d'environ 16.000 votants. Deux ans après survint le choc sanglant du 6 Février 1934, l'émeute dans Paris, la chute du gouvernement radical et l'avènement au pouvoir de M. Gaston Doumergue à la tête d'un ministère d'union nationale axé sur les droites plutôt que sur les gauches. Paris et la France entière avaient subi un choc considérable. C'est que si les Français adorent se quereller avec violence, ils ont horreur de répandre leur propre sang. Aussitôt, un reflexe de sensibilité nationale fait place aux ardeurs de la controverse. Aussi la France apprit-elle avec une sorte d'hébétement que plus de vingt cadavres jonchaient le sol de la Place de la Concorde dans cette nuit tragique qui fut surtout une „nuit de dupes". M. Bergery, dès le lendemain, voulut faire la preuve que, non seulement le corps électoral n'avait pas modifié ses dispositions vis à vis du gouvernement qui venait de tom-

ber sous l'émeute, mais qu'il condamnait ces pratiques. Pour ce faire, il donna spontanément sa démission de député, se représenta devant les électeurs pour faire confirmer par eux son opinion. Mal lui en prit, car il fut battu cette fois par son adversaire de droite. Mais attention! L'échec de M. Bergery ne fut provoqué que par un déplacement de quelques bulletins. Ce n'est, en effet, qu'avec une majorité de 300 voix que son adversaire de droite, fut élu député contre lui. Ainsi l'énorme choc du 6 Février qui avait bouleversé la France et modifié sa direction politique ne fit osciller le pendule électoral que d'une manière infime et ne déplaça que quelques centaines de voix sur seize mille... Deux ans plus tard, aux élections normales de de 1936, cette oscillation se déplaça de nouveau. Le candidat de droite fut de nouveau battu par M. Bergery qui retrouva son siège, cette fois avec 410 voix de majorité. Mécontentes en 1934 du trouble apporté à la vie française, ces voix étaient restées mécontentes en 1936 de ne pas avoir trouvé dans la politique d'union nationale l'amélioration qu'elles espéraient... Elles s'étaient ainsi retournées trois fois en quatre ans de la droite à la gauche... Aucun exemple, croyons-nous, n'est plus frappant que celui-là. Il représente parfaitement le „microcosme" de la politique française.

Si l'on veut bien observer que, même aux élections de 1936, qui furent cependant considérées comme un „raz de marée" et où jamais l'oscillation du pendule politique ne fut, en effet, plus accentuée, cent cinquante députés sur six cents furent élus avec moins de cent voix de majorité, l'on voit avec évidence combien la plateforme sur laquelle évolue la politique française est étroite. Déplacez ces quinze mille voix (sur l'ensemble d'environ douze millions de suffrages exprimés) et vous aurez une modification totale de la politique française. N'avons-nous donc pas raison de dire que cette politique joue sur des pointes d'aiguilles?

*

Les élections cantonales qui viennent d'avoir lieu ne font d'ailleurs que confirmer ces observations. Pour la première fois, en effet, le renouvellement des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement a pris un caractère nettement politique. Mais la température élevée du climat politique dans la-

quelle la France vit depuis dix-huit mois avait incité les divers partis à se mesurer, ou plus exactement à vérifier l'état exact de leurs propres positions. Les partis extrêmes, et notamment les communistes, avaient même fourni un effort immense — et ridiculement disproportionné avec l'objet des élections — pour déterminer une nouvelle vague de fond extrémiste dans le pays. Dans chaque canton de France (cela ne s'était jamais vu jusqu'ici) un candidat communiste avait surgi et déployé une activité extravagante pendant la campagne électorale, et même avant. On peut donc dire que les élections cantonales d'Octobre 1937 servirent à tâter le pouls français, ou mieux encore, à déterminer la température exacte du „Front Populaire."

Or, le résultat du scrutin fut probant. Les oscillations des partis, par rapport au précédent scrutin concernant le renouvellement des conseillers généraux — lequel eut lieu en 1931 — furent, en effet, extrêmement faibles. Sur environ 1500 sièges à pourvoir, les communistes, qui en détenaient 9, en occupent maintenant 41, soit un gain net de 35 sièges — résultat piteux si l'on songe qu'ils espéraient en enlever plus de cent. Les conseillers généraux communistes représentent moins de 3% de l'effectif total des élus! Les socialistes marquent un gain; ils passent de 164 à 232 et gagnent donc 68 sièges, mais là encore le progrès n'est guère sensible. Les radicaux-socialistes perdent 40 sièges, mais totalisent encore 526 sièges ce qui représente un chiffre assez respectable!... Quant aux partis qui vont du centre à l'extrême-droite, ils conservent le reste, soit plus de 600 sièges. Si l'on compare le résultat des élections cantonales d'Octobre 1937 avec celui d'Octobre 1931, il y a donc un très léger „coup de barre" à gauche. Mais en 1931, le pays était gouverné par des conservateurs, le calme y était absolu et les passions politiques ne s'étaient pas aventurées dans un scrutin régional. Si l'on compare au contraire le résultat d'Octobre 1937 avec celui des élections législatives de Mai 1936 — celles qui consacrèrent la victoire du „Front Populaire" — on constate alors une décroissance très nette du mouvement de gauche.

On a calculé, en effet, d'après les statistique des voix recueillies par les divers partis, que pour que les élections cantonales de 1937 reflétassent exactement les élections législa-

tives de 1936, il eût fallu que le parti communiste décrochât 150 sièges, et il en a moins du tiers — et que le parti socialiste en obtînt de son côté 280, et il n'en détient que 232. D'autre part, nombre des radicaux-socialistes se sont présentés cette fois avec une attitude nettement „anti Front Populaire" (c'est-à-dire antisocialiste et communiste) et ont été élus avec l'appoint de voix de droite. On a même calculé exactement leur nombre. Il en résulte que si l'on additionne le bloc des conseillers généraux élus sous l'égide du „Front Populaire" et celui des conseillers élus contre cette égide, ce dernier l'emporte et de loin sur le premier[1]). Le bilan de la consultation d'Octobre 1937 fait donc apparaître que la France, dans son immense majorité, reste attachée à sa constitution sociale traditionnelle, et que les partis de bouleversement révolutionnaire — soit par la voie légale, soit par la violence — restent une petite minorité. En plein régime de „Front Populaire" plus de 6 millions de suffrages se sont prononcés contre le „marxisme", alors que les élus „marxistes" totalisent seulement 2 700 000 voix. Encore faut-il savoir combien de ces 2 700 000 voix sont vraiment „marxistes" et même parmi les soi-disant „marxistes", combien il y en a qui savent seulement ce que cela signifie?

En fait — et nous le dirons tout à l'heure — le socialisme et le communisme français sont de tendances extrêmement variables, et un „militant" du Nord n'a presque aucun rapport avec un „militant" du Midi. Tout cela démontre ce que valent les prédictions interessées de ceux qui, ne connaissant rien à la France et cherchant surtout à égarer les esprits, annoncent

---

[1]) En effet, sans préjuger de la position des 211 radicaux et républicains-socialistes élus dès le premier tour par leurs propres forces, nous trouvons d'un côté pour le Front Populaire:
Communistes: 42
Socialistes unifiés: 234
Radicaux de Front Populaire: 160
soit, au total 437 élus de Front Populaire;
et contre le Front Populaire:
Radicaux et républicains-socialistes: 243
Partis du centre: 366
Droite: 273
soit 882 élus.

à l'étranger que notre pays est sur le point de glisser dans la révolution et le communisme.

*

Un fait ressort des observations qui précèdent. C'est l'importance du parti radical-socialiste. On voit qu'il tient en main le noeud même de la politique française. Il en constitue la véritable „charnière" et, par ses tendances, ses oscillations, ses alliances successives, avec la gauche ou avec la droite, c'est bien lui, en définitive, qui détermine la ligne politique générale du pays. On peut dire alors que, malgré ses apparences zigzagantes, il la ramène toujours vers le centre. Telle est la seconde „donnée" essentielle de la politique française.

Certes, le parti radical-socialiste décrit des courbes constantes. Considérée au jour le jour, son action peut paraître incohérente, presque déloyale. Elle agace par ses perpétuelles volte-faces. Considérée sur un long espace de temps, elle s'explique pourtant et se justifie. Le radicalisme français finit toujours par être rectiligne... mais à la manière d'un tire-bouchon! Au surplus, ce balancement, cet équilibre, cette „moyenne" qui fuient toujours les extrêmes et cherchent perpétuellement à les corriger, répondent profondément à l'instinct du pays, au véritable caractère français, lequel reste un mélange curieux de romantisme et de réalisme. Dans chaque Français, il y a un côté „Colbert" et un côté „Rousseau". Rousseau se promène en parlant et se grise de sa propre éloquence. Colbert fait ses comptes chez lui, un crayon à la main, et personne ne lui en fait accroire. Dès que l'éloquence de Rousseau conduit à quelque sottise, Colbert revient à la surface et remet tout en ordre promptement. C'est ainsi que, malgré son vocabulaire démocratique et parfois même démagogique, malgré ses alliances avec les partis „marxistes", le radicalisme français a été et reste, sur le plan social, essentiellement conservateur. S'il s'est associé à l'extrême gauche aux élections de Mai 1936, la raison de cette alliance hétérogène est uniquement due à l'effroyable malentendu du 6 Février 1934 et aux erreurs qui furent accumulées à ce moment. Certes, les radicaux-socialistes avaient commis bien des fautes et certaines compromissions que révélèrent les scandales

de l'époque, justifièrent, dans une certaine mesure, la vague de réprobation qui se déclencha contre eux. Mais les milieux modérés et conservateurs dépassèrent cependant la mesure et, en la dépassant, commirent une faute politique qu'ils payèrent cher. Convaincus qu'ils avaient le pays derrière eux — (ce qui n'était pas vrai, car, répétons-le, les positions politiques françaises ne changent pas) — ils se lancèrent dans une campagne effroyable contre les radicaux; ils les couvrirent d'injures. Ils n'hésitèrent pas à jeter sur certains d'entre eux les pires suspicions. Ils les irritèrent alors si profondément que les radicaux se précipitèrent pour ainsi dire dans les bras des socialistes et des communistes, et comme toute cette campagne s'accompagnait de défilés de „ligues" et de manifestations tapageuses — dont les Français ont au fond horreur — les radicaux se vengèrent de leurs adversaires en déclarant que la „République" était en péril. Sous prétexte de défendre les institutions — que personne pourtant ne menaçait — le „Front Populaire" fut ainsi créé. Il était fait, d'une part de la rancune et de la susceptibilité froissée des radicaux contre les modérés, leurs alliés de la veille, et d'autre part des appétits des communistes et des socialistes.

Mais là réside l'équivoque, disons même la contradiction interne, du „Front Populaire". Car si les socialistes et les communistes sont entrés dans la coalition du „Front Populaire" avec l'intention bien établie de s'y livrer à un premier travail de sape contre la société bourgeoise et capitaliste, les radicaux, eux, n'y entrèrent que par accès de mauvaise humeur. Or, toute mauvaise humeur passe vite en politique — surtout en France! — tandis que les arrières-pensées révolutionnaires ne passent pas!

Précisément, c'est le point où nous sommes arrivés aujourd'hui. Les radicaux commencent à avoir oublié les orages du 6 Février. Leur rapprochement avec les modérés s'effectue de plus en plus tous les jours, sinon sur le terrain des mots, du moins sur le terrain des faits. Tous les jours, au contraire, leur antagonisme avec les socialistes et les communistes s'accentue. D'un côté, il y avait une querelle d'attitude et de langage. De l'autre, il y a une opposition foncière des conceptions mêmes de la vie. Cette situation s'affirme au fur et à mesure que les

fièvres et les illusions du Front Populaire se dissipent et que les réalités économiques et financières se font plus pressantes. C'est pourquoi le pendule radical revient lentement vers le centre...

Le fait s'est déjà manifesté de la manière la plus évidente au Sénat qui représente la bastille même du radicalisme provincial. C'est le Sénat, en effet, qui a renversé le Ministère Blum. La chose est d'autant plus significative qu'elle suppose de la part de la franc-maçonnerie française un accord tacite. Les sénateurs radicaux sont, en effet, pour une large part, franc-maçons. Or, la franc-maçonnerie — qui a constamment poussé la politique française vers la gauche — s'est arrêtée dans cette voie au moment où les socialistes ont pris le pouvoir. Sur le plan social, la franc-maçonnerie est donc restée conservatrice. Elle est foncièrement attachée à l'idée de propriété. Dès que ce principe fut menacé par les occupations ouvrières (et par la tolérance que le gouvernement socialiste manifesta à leur sujet) le mot d'ordre de la franc-maçonnerie fut de renverser le gouvernement Blum. On ne tarda pas à le constater.

*

Ainsi, si l'on admet que dans son ensemble, le parti radical-socialiste français (qui est surtout formé par les classes moyennes citadines et paysannes) est au fond un parti centriste, on peut diviser la politique française en trois fractions: gauche, centre, droite. Quand on examine alors les tout récents résultats des élections cantonales d'Octobre 1937, on arrive à ces conclusions, qui sont significatives.

Le vrai bloc de gauche se compose:

1°) de 1.657.511 voix socialistes.

2°) 1.880.510 voix communistes auxquelles il faut ajouter environ 12.000 voix de petits partis sympathisants. Ce bloc de gauche représente donc une masse de 2.758.000 voix.

A droite, nous trouvons:

1°) 1.193.125 voix relevant du parti conservateur de la Fédération Républicaine.

2°) 760.800 voix allant aux modérés de la nuance Flandin, Piétri, Reynaud.

3°) 296.500 voix pour le parti social français du Colonel de la Rocque.

4°) 216.000 voix nettement conservatrices (c'est-à-dire royalistes).

5°) 196.500 voix purement catholiques (Parti Démocrate Populaire), mais très évoluées au point de vue social.

6°) 70.000 voix du Parti Doriot et environ 8000 voix appartenant à de petits partis conservateurs.

Cela représente dans l'ensemble un bloc de droite de 2.741.000 voix.

On voit donc combien nous avions raison de dire au début de ces pages que le bloc gauche et le bloc de droite étaient en France à peu près équivalents.

Mais entre ces deux blocs se trouve précisément le centre. Il est composé alors de trois éléments.

1°) Les radicaux indépendants qui penchent nettement vers la droite et sont tous élus contre le „Front Populaire". Ils représentent 446.000 voix.

2°) Les socialistes français, les socialistes indépendants et les républicains socialistes qui sont tous en rupture avec le parti socialiste, mais qui penchent plutôt vers la gauche. Ils représentent 153.000 voix.

3°) Enfin les radicaux-socialistes proprement dits qui totalisent 1.608.800 voix.

Ce bloc centriste rassemble 3.202.000 voix. Il est le plus important des trois groupes. On peut donc dire que la majorité du corps électoral français est centriste.

Cependant, il faut souligner tout de suite que, bien loin d'être homogène, ce bloc „centriste" est lui-même partagé entre deux tendances, l'une qui le pousse à gauche, l'autre qui le pousse à droite. Au sein du parti radical-socialiste lui-même, ces courants existent avec force. On les retrouve à chaque congrès du parti, Biarritz l'année dernière, Lille hier.

Ce que l'on peut dire, c'est que la poussée décisive, celle qui emporte l'ensemble du parti soit vers la gauche, soit vers la droite, est fonction des fautes ou des excès que commettent la gauche ou la droite quand elles sont elles-mêmes au pouvoir. Les radicaux-socialistes s'accommodent au fond aussi mal d'un ministère Laval que d'un ministère Blum. Ils restent condam-

nés, cependant, de par la loi des marées politiques, à se compromettre alternativement avec l'un ou avec l'autre pôle. Ce n'est cependant jamais pour longtemps...

Dès lors, l'on se rend compte clairement que selon que le parti radical-socialiste s'allie avec la gauche ou avec la droite, l'orientation de la politique française s'en trouve complètement modifiée. Aux élections de 1936, les radicaux-socialistes firent alliance avec la gauche, d'où la majorité du „Front Populaire". L'expérience leur ayant brûlé les doigts, ils tendent aujourd'hui à se dégager le plus possible de la tutelle socialiste et à affirmer leur indépendance et leur personnalité. Mais poser des conditions aux socialistes équivaut, en réalité, à préparer une rupture avec eux — tout en n'en prenant pas ouvertement la responsabilité. Telle fut la pensée profonde des dirigeants du „Congrès de Lille" qui vient de se terminer. Le jour où les radicaux rompraient pourtant avec les socialistes et les communistes, le „Front Populaire" n'existerait plus. Les radicaux seraient fatalement alors déportés vers la droite. Ce jour-là viendra sûrement.

On voit à quel point les aménagements de la politique française sont subtils et combien il faut se garder de croire qu'elle se cristallise dans des formes définitives! En réalité, cette politique reste soumise à un jeu d'équilibre extrêmement fin, extrêmement nuancé, plus fin même et plus nuancé que nous n'avons pu l'analyser dans ces pages. Car si chaque parti comporte déjà une „gauche", un „centre", et une „droite", on peut même dire, en exagérant à peine, que cette „gauche", cette „droite" et ce „centre" de chaque parti, comportent à leur tour une „sous-gauche", une „sous-droite" et un „sous-centre"! La politique française est ainsi infiniment ramifiée. Signe de son ancienneté. Ceci explique d'ailleurs pourquoi il y a si souvent des crises ministérielles en France. Car un changement de cabinet n'est pas chez nous ce qu'il est, par exemple, en Angleterre: une modification sensible et parfois radicale de l'orientation politique. Il ne représente presque toujours que le passage d'une nuance à une autre. C'est pourquoi, „les dosages" ministériels sont toujours si subtils et pourquoi il faut être bien au courant de cette chimie parlementaire pour se rendre compte que ce qui l'on appelle superficiellement „l'atroce

instabilité ministérielle" française n'est, en fait, qu'une adaption continue, soit aux réalités politiques, soit aux „impondérables" qui règlent l'opinion. Ce qu'il y a de curieux, c'est que les Français, qui obéissent à ces reflexes inconscients, ne se rendent pas compte eux-même de leur véritable signification.

*

Cependant, pour être objectif et complet, il faut reconnaître qu'un fait nouveau s'est introduit dans la politique française. Or ce fait n'a pas été sans influer considérablement sur les événements de l'an dernier, ni sans altérer l'évolution naturelle de la politique française. Nous voulons parler de l'accroissement gigantesque de la banlieue parisienne depuis quelques années. Tout autour de Paris, on a laissé, en effet, se former de véritables cités industrielles et ouvrières — ce qui présente, d'ailleurs, un autre inconvénient majeur; celui, en cas de guerre, de faire de Paris un objectif beaucoup trop important, et par conséquent, beaucoup trop attirant. Les pouvoirs publics ont montré là une incurie impardonnable. Ils ne se sont rendu compte, au point de vue de la défense nationale, que l'hypertrophie de la banlieue parisienne constituerait ainsi un danger. Ils se sont moins doutés encore des conséquences sociales d'une telle hypertrophie. Au lieu d'avoir une politique de l'équipement industriel de la France, on a permis aux industries de se multiplier „à hue et à dia" autour de la Capitale (surtout au Nord et à l'Est). Si bien que peu à peu l'agglomération parisienne est devenue une cité géante qui compte entre 6 et 7 millions d'individus, c'est-à-dire environ le sixième de la population totale de la France — proportion extrêmement malsaine à tous égards.

Paris se trouve ainsi entouré d'une population immense, presque exclusivement ouvrière, extrêmement sensible aux agitations sociales, extrêmement émotive, et qui peut, d'un jour à l'autre, sous l'excitation de meneurs, créer de graves difficultés au gouvernement et à la Municipalité parisienne. C'est bien cette menace — que l'on a senti peser au mois de Juin de l'année dernière — qui a joué le rôle essentiel dans l'attitude du gouvernement. Par rapport à l'ensemble du pays, la poussée électorale du 3 Mai 1936 n'avait, somme toute, pas d'importance parce qu'elle était répartie selon des pourcentages à peu

près normaux et qu'il était sûr que les Français corrigeraient d'eux-mêmes ce qu'elle avait eu d'excessif. Mais la menace révolutionnaire qui encerclait Paris présentait un caractère bien différent! A la suite d'une grève générale, la Capitale pouvait se trouver en quelques heures isolée du pays, en butte aux pires difficultés de ravitaillement. C'est bien cela qui constitue alors dans la politique française un fait nouveau.

Nouveau? Pas tout à fait cependant. Sans parler de la Commune dont les circonstances étaient spéciales (car elles étaient liées au désastre de 1870) il suffit de relire l'histoire de 1848, celle des fameuses journées de Juin, pour être frappé par l'analogie des situations. Seules, des différences d'ordre de grandeur séparent 1848 de 1937. A l'origine de l'un et de l'autre mouvement, on trouve les mêmes phénomènes économiques, sociaux et politiques.

Il est bien évident, cependant, que le „phénomène de masses" qui s'est produit autour de la Capitale rend actuellement le maniement de la politique française plus délicat que jamais et que le gouvernement doit user de beaucoup de prudence pour ne pas exposer le pays à des explosions qui, même isolées et courtes, pourraient être redoutables. C'est pourquoi on voit constamment les dirigeants chercher à „composer" avec les masses plutôt qu'à leur imposer des solutions. C'est pourquoi, de leur côté, les chefs des masses — qui sont au fond d'eux-mêmes parfaitement conscients des risques et des dangers — essayent de s'en tirer en faisant alterner les formules démagogiques avec les conseils de prudence... Enfin, — et surtout — c'est pour cette raison essentielle que les radicaux, si fatigués qu'ils soient de leur alliance avec les partis socialistes et communistes, hésitent tant à rompre le pacte qui les lie à eux. Ils voudraient être sûrs pour rompre le pacte que la „banlieue rouge" ne bougerait pas... Toute l'astuce des dirigeants d'extrême-gauche consiste alors à leur rappeler de temps en temps cette menace...

Il y a là un jeu extrêmement subtil, lui aussi, et qui se poursuit entre alliés du Front Populaire. Mais il pèse d'un poids assez lourd sur la politique française.

Précisément, le ministère Chautemps s'est attelé à la tâche qui consiste à „désintoxiquer" peu à peu les masses et

à rétablir l'ordre normal sans cependant brandir trop fort les moyens dont il pourrait disposer pour cela. On peut dire que, dans une appréciable mesure, il est parvenu à ses fins. Il n'est pas douteux que la fièvre populaire parisienne est tombée. On ne voit plus, comme c'était constant l'année dernière, ces grands défilés de centaines et de centaines de mille personnes ou s'exaltait la „mystique" du „Front Populaire" et qui prenaient un caractère de défi. Le gouvernement s'est abstenu de paraître au „rassemblement populaire" du 14 Juillet et M. Chautemps s'est borné à adresser un message écrit très mesuré, alors que l'année précédente M. Léon Blum, Président du Conseil, le poing tendu, entre deux „Internationales" célébrait la victoire du „peuple". Peu à peu, la masse parisienne se déshabitue de ces manifestations spectaculaires. La gourme de „Front Populaire" est jetée. Au surplus, n'avait-on pas prédit que les pavés de Paris se lèveraient tout seuls si jamais le Sénat osait toucher au gouvernement Blum? Or jamais Paris ne fut plus calme que pendant la crise ministérielle provoquée par le vote du Sénat. Il y avait donc tout un côté de „bluff" dans la mise en scène du „Front Populaire". Les faits l'ont, en partie, crevé.

Il faut bien se dire, au surplus, que le Français étant individualiste dans l'âme (et cela dans tous les milieux et dans tous les partis) il n'était guère vraisemblable que des disciplines grégaires pussent longtemps le dominer. Ce serait une grossière erreur que de relier en effet le socialisme et le communisme français au socialisme et au communisme allemands ou moscovites. Aucune analogie n'est possible entre les doctrines et les reflexes des uns et des autres. Le socialisme et le communisme français sont de tradition spécifiquement française. Ils proviennent en ligne droite de la Révolution et de tout le mouvement qui l'a suivie au cours du XIXème siècle, Saint-Simonisme, Fourriérisme, Blanquisme, idéal de 1848 etc. On objectera cependant que le communisme français est sous la dépendance de la IIIème Internationale qui siège à Moscou et se trouve ainsi dirigé, en fait, par les Soviets. C'est exact en ce qui concerne quelques chefs du parti communiste français lesquels, de toute évidence, reçoivent leurs consignes stipendiées de Moscou. Mais ce n'est plus vrai en ce qui con-

cerne la masse communiste laquelle, au fond, se moque totalement des dirigeants soviétiques. C'est bien pour cela, d'ailleurs, que les chefs de la IIIème Internationale pratiquent à l'égard du communisme français une politique si contradictoire et si ondoyante et qu'ils lui laissent les rènes libres dans maintes circonstances (notamment vis à vis des événements d'Espagne) quitte à poursuivre, sur le plan diplomatique, une action sensiblement différente. Les Soviets savent que pour conserver un appui dans la masse communiste française, il faut lui laisser une certaine liberté et flatter son tempérament naturel. Au surplus, nous l'avons déjà indiqué, le socialisme ou le communisme n'ont aucun rapport entre eux selon qu'il s'agit du Nord de la France et du Midi. Dans le Nord, socialisme et communisme représentent vraiment des faits. Dans le Sud, ils ne représentent guère que des mots... Nous connaissons bien certains villages du Languedoc ou la majorité de la population est socialiste S.F.I.O. depuis longtemps. Nous pouvons affirmer qu'il n'y a pas plus conservateur! Et nous pourrions citer à l'appui une quantité de faits révélateurs de cet état d'esprit! „En France, a dit André Siegfried, le „coeur" est à gauche et le „porte-monnaie" est à droite". La formule se vérifie partout, mais surtout dans cette partie méridionale de la France où chacun est propriétaire et coule des jours heureux et où le verbalisme socialiste reste essentiellement une affaire de soleil...

*

En somme, sous ces agitations et même ces incohérences, — lesquelles sont les unes et les autres superficielles — la situation actuelle de la France n'est pas très différente de ce qu'elle a toujours été.

Osons affirmer alors qu'elle n'offre aucun sujet d'inquiétude. Les rétablissements nécessaires s'effectueront peu à peu. Que dis-je? Ils s'effectuent déjà. L'agitation sociale qui s'est manifestée l'année dernière à la suite des élections législatives a certainement causé des perturbations mauvaises, créé une crise financière déplorable, empêché la France de bénéficier de la reprise mondiale et des avantages économiques qu'une dévaluation bien faite aurait dû lui procurer. Il serait certaine-

ment absurde de se féliciter des événements qui se sont produits. Il serait injuste cependant de ne dresser qu'un bilan négatif et de ne pas apercevoir que tout n'a pas été funeste dans la crise traversée depuis dix-huit mois.

Sur le plan social, il faut bien reconnaître d'abord que si le „Front Populaire" a commis bien des maladresses et même des erreurs dans les réformes qu'il a instituées, si, par exemple, l'institution massive et simpliste de la loi de 40 heures, au moment même où il était plus nécessaire que jamais que la France développât sa production, représente une inconséquence impardonnable (et qui se retourne contre la classe ouvrière elle-même) certaines mesures d'ordre général ont cependant été heureuses. Elles s'imposaient. Personne de sensé ne saurait contester leur bien-fondé ni désirer leur effondrement. C'est ainsi que l'octroi des congés payés ne soulève aucune critique. La seule critique que l'on puisse faire, au contraire, c'est que ce régime n'ait pas fonctionné depuis longtemps. Il est vrai que, s'il n'était pas encore légal, il était déjà appliqué, à titre privé, dans de nombreux cas. Les contrats collectifs de travail représentent également une réforme utile et la procédure d'arbitrage, si elle était dépouillée de l'esprit de parti, et surtout si elle était respectée par le monde ouvrier lui-même, constituerait un immense progrès dans les rapports du travail et du capital. Aussi ne stigmatisera-t-on jamais assez l'influence malfaisante des meneurs qui trop souvent ont excité la classe ouvrière à ne pas tenir compte des arbitrages et à se mettre en grève malgré eux. Les ouvriers ne se rendent pas compte du tort qu'ils se font ainsi à eux-mêmes et qu'ils font à l'idée syndicale, dans ce qu'elle a de juste et de nécessaire, en compromettant l'une de ses applications les plus saines. Enfin, l'excès même des troubles sociaux a certainement ouvert les yeux à bien des ouvriers et leur a appris que si des revendications justifiées qui restaient sur un plan professionnel pouvaient améliorer le sort des travailleurs, une agitation révolutionnaire menée par des fauteurs de troubles conduisait au grabuge et se retournait nécessairement contre le classe ouvrière elle-même. Or l'ouvrier français a la tête chaude. Mais il est doué d'un bon-sens foncier et l'expérience qu'il a été amené à faire dans bien des circonstances n'est pas de celles qui le conduiront vers l'extrémisme.

En outre, et sur un tout autre plan, les troubles que la France a vécus ont amené deux autres conséquences, toutes deux favorables.

La première, c'est qu'elle a ouvert les yeux aux radicaux et leur a montré (ce qu'ils avaient trop oublié depuis quelque temps) qu'il était dangereux de jouer avec le feu et, pour de simples rancunes personnelles, d'ouvrir les vannes à la révolution. On peut être sûr qu'à l'avenir ils se montreront plus prudents. Trop longtemps, ils ont scié eux-mêmes la branche sur laquelle ils étaient assis. Ils ont détenu pendant de longues années les leviers de commande. Par timidité, par routine verbale, ils ont laissé les cadres de l'Etat se garnir de jeunes théoriciens socialistes; ils ont permis que l'autorité de l'Etat fût battue en brèche par des concessions perpétuelles. Surtout, ils ont introduit trop de facilité dans l'exercice du gouvernement. Aujourd'hui, ils mesurent les effets détestables de cette politique d'abandon, et s'ils ne le disent pas ouvertement, ils sont tous d'accord sur ce point. Leur attitude future ne peut en être influencée que d'une façon salutaire.

En revanche, les modérés et les conservateurs ouvrent également les yeux sur la sottise qu'ils ont commise en traitant les radicaux socialistes en ennemis. Il n'y a pas encore longtemps, il était courant d'entendre dire dans les milieux conservateurs: „J'aime mille fois mieux un socialiste ou un communiste qu'un radical!" C'était là de ces propos légers que l'on tient dans les salons lorsque l'on n'a aucune idée des véritables responsabilités politiques... A présent, ceux là même qui les proféraient le plus volontiers sont bien revenus de ces stupides paradoxes! Ils ne font que sourires aux radicaux et découvrent tout d'un coup que ceux-ci, au fond, sont des conservateurs! Il est vrai que le véritable obstacle qui séparait les radicaux des milieux modérés et conservateurs était la question religieuse — les radicaux s'étant faits les professionnels de l'anticléricalisme pendant trente ans. Or, Dieu merci, à l'heure actuelle, l'apaisement religieux est total en France. L'Eglise jouit d'une liberté absolue et tout le monde, même ses anciens adversaires, la respectent. Jamais le Haut-Clergé n'a été entouré de tant de prévenances et d'honneur par les autorités publiques, jamais le curé n'a eu moins d'adversaires dans le village, jamais, enfin, les rapports de la République

et du Saint-Siège n'ont été plus confiants et amicaux. On doit cette évolution à bien des choses. On le doit surtout, il est juste de le reconnaître, à l'attitude du clergé français pendant et depuis la guerre, à son action sociale, à la flamme d'apostolat véritable qui l'anime, aux choix excellents que le Saint-Siège a faits dans les nominations des nouveaux évêques. Les radicaux ne sont pas d'ailleurs sans se trouver quelque peu désemparés par cette nouvelle situation qui leur a enlevé le thème sur lequel jadis toute leur action, toute leur propagande étaient fondées...

Ainsi, tout compte fait, il y aura désormais plus de clarté et de bon-sens dans les positions politiques des partis.

Les choses cependant se remettront-elles à leur place sans crise? Il est assez difficile de se prononcer sur ce point. On peut imaginer, en effet, qu'un jour ou l'autre une rupture éclatera à l'intérieur même du „Front Populaire" et que cette rupture pourra entraîner des accidents assez graves si les socialistes et les communistes ne se pliaient pas à ces conséquences. On peut imaginer, au contraire, que les partis extrêmes perdant leur venin, et le besoin de tranquillité l'emportant sur tout, la tapageuse aventure du „Front Populaire" se terminera peu à peu par un reclassement général des partis — les étiquettes seules ne changent pas. C'est ainsi que tout en restant des radicaux socialistes, ces derniers deviendraient véritablement le parti du „centre"; que les socialistes, ou tout au moins une immense part d'entre eux, tout en s'appelant toujours socialistes, occuperaient simplement les anciennes positions radicales socialistes; et que les communistes enfin, malgré leur nom qui effarouche, entraient tout bonnement dans le lit des socialistes...

Si ce glissement s'opérait — et nous serions assez porté à le croire — un nouveau parti viendrait alors nécessairement se former à l'extrême-gauche. Il représenterait ce que représentaient hier les communistes. La difficulté serait de lui trouver un nom? Car le mot „anarchiste" est incompatible avec l'esprit français.

*

En somme, si l'on réfléchit sur la France d'aujourd'hui, on se dit — quand on la connaît bien — que, malgré tant d'apparences superficielles, elle n'a guère changé...

Nous l'accordons... Les Français sont de drôles de gens! Il est naturel qu'on les comprenne fort mal à l'étranger, parfois qu'on les juge plus mal encore... Quoi d'étonnant? Les Français eux-mêmes se méconnaissent et sont presque toujours injustes envers eux-mêmes. Ils éprouvent un sorte de volupté à fabriquer de leur propre bouche et de leurs propres mains la propagande que leurs adversaires exploitent contre eux... Que voulez-vous! Ils sont ainsi faits...

Les Français paraissent fort agités et légers. Ils ont chez eux et en eu des ressources immenses et magnifiques; on dirait pourtant qu'ils les gâchent avec plaisir. Ils ne songent qu'à se quereller et le vacarme de leurs polémiques est si intense que, considérée de loin, la France apparaît comme un pays affaibli, déchiré, en proie aux pires maladies internes... Ses meilleurs amis en éprouvent parfois de l'angoisse. Ses adversaires en rient sous cape... Comment en être surpris lorsque l'on entend tant de Français gémir eux-mêmes sur les malheurs de leur patrie?

Rassurons tout le monde cependant! Quand ils parlent de leurs propres misères, si les Français, au fond d'eux-mêmes, ajoutaient foi à la centième partie de ce qu'ils disent, soyez sûrs qu'ils ne s'exprimeraient pas comme ils s'expriment!... Ne sont-ce pas les gens très riches qui se déclarent toujours ruinés? La vérité est que les Français d'aujourd'hui ont exactement les mêmes défauts et les mêmes qualités que ceux d'autrefois.

Ils se querellent avec une violence extraordinaire. Pourquoi? Parce que tout Français adore la politique et qu'il la porte, si l'on peut dire, dans les entrailles. Elle est en lui, d'ailleurs, la forme simpliste, parfois même grossière, de l'idéologie, disons plutôt de l'idéal. C'est parce que la France est une race ardemment spiritualiste, essentiellement chrétienne, qu'elle se passionne ainsi pour des idées. Et bien que de telles moeurs donnent lieu à des abus et exercent des effets nuisibles sur la marche des affaires publiques, comment ne pas voir, pourtant, que c'est là le signe d'une race restée jeune, et dont les reflexes sont extraordinairement vivants? Oui, la France est une nation difficile à gouverner. Oui, il arrive trop souvent que les Français soient insupportables. Mais attention! ce peuple de gens insup-

portables, dès lors que l'étranger se mêle de ce qui ne le regarde pas, devient en un instant celui qui sur la Marne et à Verdun se met en boule et crie: „On ne passe pas..."

Qu'on ne s'y trompe pas, en effet! Le vacarme des disputes françaises ne doit faire illusion à personne! Jamais peut-être l'unité nationale ne s'est trouvée plus forte que dans les circonstances actuelles, où l'extrême-gauche elle-même est devenue ardemment patriote. Si la France se trouvait exposée à des dangers, si la sécurité et l'honneur national étaient en jeu, en un instant l'on verrait ces Français qui se disputent si tapageusement se fondre en un seul bloc.

Au surplus, il faut voir clair. Il y a Paris et il y a la France. Paris est toujours frémissant. C'est que Paris est l'arène où les Français, venus de tous les coins du territoire, se battent entre eux et quelquefois même se dévorent. Mais dès que ces lutteurs retournent sur le coin de sol d'où ils sortent, ils retrouvent leur sérénité, leurs profondes et stables vertus.

Ce qu'on oublie, en général, c'est que même dans les temps où n'existaient ni la presse ni le régime parlementaire — lesquels alimentent tous deux avec excès les passions et les polémiques — la plus grande agitation politique n'a cessé de régner en France. Il y a toujours eu chez nous des frondes, des ligues et des libelles. Notre histoire n'est qu'un chaos de passions et la France, son empire colonial, se sont élaborés au milieu des pires disputes. Les plus grands ministres de la France, ceux qu'elle révère avec raison, ont été haïs et homnis de leur vivant. Un Sully, qui nous apparaît comme le père du peuple, était considéré par ses contemporains „comme la vraye cause des malheurs de la France." Un Richelieu était traité comme un ennemi public. Un Mazarin qui passait pour un traître, fut obligé de fuir, sa tête mise à prix... Pourtant, la puissance diplomatique française connut peut-être son apogée sous son gouvernement... Personne ne contestera que le plus grand moment de la France fut le règne splendide de Louis XIV. Quand on lit, cependant, le tableau des misères que supportait le peuple français pendant les dernières années de ce grand règne, et qu'on voit la détresse où la France se débattait, on devient sceptique sur les jérémiades actuelles...

Le XIXème siècle, qui fut un siècle étonnant de prospérité et de stabilité financière et économique ,un siècle de véritable enrichissement (sur les profits duquel nous vivons encore) a connu, lui aussi, une succession d'âpres révolutions: 1815, 1830, 1848, 1870 et la sinistre Commune. Et toujours, on retrouve identique à elles-mêmes à travers les siècles et les générations, les mêmes idéologies, les mêmes passions, le même vocabulaire! Il n'y a presque aucune différence entre les „Girondins" de la Révolution Française et le „Front Populaire" d'aujourd'hui; presque aucune différence entre les hommes de 1848 et ceux de 1936. Des discours entiers de Brissot à la Convention ou de Ledru-Rollin à l'Assemblée Nationale auraient pu être prononcés depuis un an sans presque y changer une virgule. Or, chaque fois, l'on a cru que la France ne sortirait pas de ses illusions et de ses crises... Chaque fois, pourtant, elle en est sortie...

Comment s'explique un tel mystère?

C'est que sous l'agitation superficielle — qui prouve d'ailleurs, répétons-le, l'intense vitalité spirituelle du peuple français, — peuple d'hommes libres — subsiste une immuable et foncière sagesse.

Quittez Paris, franchissez à peine vingt kilomètres. Aussitôt vous pénétrez dans la province. Là, vous trouverez le labeur, le sérieux, la vie familiale, l'économie, l'épargne, la raison, la tradition, le sol et la race qui ne bougent pas. Là, vous trouverez une population qui parle peu et dont on ne parle jamais. Pourtant, c'est elle qui est la France et c'est elle qui la conserve intacte... Population d'autant plus méritante que les crises financières nées de la guerre l'ont durement étrillée et que ses ressources sont réduites. La faculté d'épargne de la province française reste cependant prodigieuse. On peut dire qu'elle secrète l'épargne. Il faut bien peu de chose — un peu de calme, un peu de stabilité — pour qu'elle retrouve la plénitude de ses habitudes séculaires...

La France est une nation agitée, mais un peuple de gens sérieux. Les deux termes ont l'air d'être contradictoires. Il faut ne rien connaître de notre pays pour ne pas savoir pourtant qu'ils sont inséparables...